

Agir pour la renaissance industrielle

LES ECHOS | LE 07/07 À 06:00, MIS À JOUR À 12:05



En France, l'industrie – avec les services associés – c'est 80% des exportations, 80% de la R&D privée. - Shutterstock

1 / 1

L'industrie française va mal. Ce constat est connu et largement partagé, tout comme le diagnostic qui en est fait : faiblesse des marges, du fait de la hausse du coût du travail non répercutée dans les prix finaux, due à l'augmentation des charges et à l'inflation salariale, prix d'une paix sociale sans cesse menacée par l'insuffisance de dialogue dans les entreprises ; fragilité des PME, qui souffrent notamment de l'absence de fonds et de financement. Pourtant, l'industrie – avec les services associés – est indispensable au retour d'une croissance durable : en France, c'est 80 % des exportations, 80 % de la R&D privée. Elle joue un rôle capital dans l'innovation et la captation de richesses qui nourrissent la croissance. Le concept d'une France sans usine est une impasse, une utopie pour une France du moindre effort.

La France doit donc se battre pour faire renaître son industrie. Cela est possible, d'autres Etats nous montrent actuellement la voie. Seule peut réussir une démarche systématique, avec un cap clair : restaurer les marges des entreprises et les traduire en investissements, en favorisant le retour de la confiance. Pour relever ce défi, la responsabilité de tous est engagée. Trois initiatives sont, à mes yeux, prioritaires pour produire des effets à court terme.

D'abord, mettre en œuvre sans attendre le pacte de responsabilité et de solidarité. Le pacte, signal fort envers les entreprises, va leur apporter un bol d'air bienvenu. Il faut à tout prix le saluer et surtout le soutenir, alors même qu'aucune mesure n'a été mise en œuvre. L'absence de visibilité sur la trajectoire nous préoccupe. Concentrons-nous donc sur la concrétisation du pacte, puis jugeons sur les résultats produits. Et ayons à l'esprit que cela ne réduira que de 30 % l'écart défavorable de 115 milliards d'euros sur les prélèvements obligatoires entre la France et l'Allemagne. C'est un pas indispensable mais insuffisant pour assurer le retour de la confiance, nécessaire aux investissements. D'autres voies doivent être explorées.

En particulier – c'est la deuxième initiative –, il est urgent de restaurer l'attractivité de l'industrie de notre pays : l'absence de capitaux pèse sur le renforcement des **fonds propres** et l'investissement industriel. La première raison est culturelle : l'actionariat en France est mal perçu ; de fait, les Français privilégient les placements immobiliers sans risque. La deuxième raison, structurelle : la fiscalité du capital est un repoussoir du risque pris par les entrepreneurs. Il faut réorienter au plus vite l'épargne des Français vers les investissements industriels et développer les **fonds de pension**. Et surtout, le discours dominant doit évoluer : un dividende n'est pas une rente mais la rémunération d'une prise de risque nécessaire à l'investissement. C'est un tabou qu'il est urgent de briser.

Troisième initiative : la modernisation du marché du travail et du dialogue social. Dans le contexte actuel, l'ajustement et la flexibilité du temps de travail deviennent la seule piste réaliste pour contenir le salaire horaire. La loi de juin 2013 a été une étape positive, mais insuffisante : les accords de maintien de l'emploi sont cantonnés aux entreprises en difficulté. Or la compétitivité des entreprises ne dépend pas du volume d'emploi, mais des réorganisations à mener en interne pour renforcer leur capacité à exporter. Il faut donc mettre en œuvre des « accords de compétitivité offensifs » optimisant le triptyque organisation du travail, emplois et salaires. Cette démarche doit être menée par la voie des négociations de branche et d'entreprise : c'est à ce niveau que l'on pourra efficacement faire bouger les positions et trouver un consensus. Mais cela nécessite un effort considérable. Il faut, dès à présent, travailler ensemble, à surmonter les réticences que ce sujet soulève, pour identifier les voies de réforme possibles. La conférence sociale de juillet est l'opportunité de lancer la réflexion – il faut la saisir. ●